

Éditorial

L'appui vient dans l'effort

Ndimbêl na ca feek loxal borom !

En 1990 à Jomtien (Thaïlande), la communauté internationale adopte une vision élargie de l'éducation de base pour tous. Le Forum mondial sur l'éducation de Dakar en 2000 définit un cadre d'action insistant sur les notions de qualité et d'accès (notamment en terme de parité de genre) en matière d'éducation de base. La majorité des enfants de la planète, en 2015, devrait accéder à l'éducation de base et 50 % des adultes à l'alphabétisation ! La conférence sur le financement du développement reconnaît que l'éducation fait partie de l'infrastructure économique et sociale élémentaire nécessaire à un développement durable (Consensus de Monterrey 2002).

Malheureusement les conclusions du rapport de suivi de l'Éducation Pour Tous (EPT) rédigé par une équipe internationale indépendante (UNESCO – Paris – 2005) sont pessimistes. Si l'ensemble des pays a fait un effort sur le quantitatif, le qualitatif a été largement sacrifié sur l'autel du financement international. Ce qui aboutit à des abandons massifs au cours de l'enseignement élémentaire, à des effectifs pléthoriques (de 60 à 120 élèves par classe), à des taux de redoublement catastrophiques. Les demandes des financeurs (Banque mondiale, organismes internationaux) sont souvent contradictoires entre elles et par rapport aux besoins nationaux.



**Pour le secteur international
de l'ICEM
Olivier Francomme
et Thyde Rosell**

Comment les éducateurs innovants et les mouvements d'École moderne peuvent-ils participer à une éducation endogène de qualité dans un tel système contradictoire ? En quoi les pédagogies Freinet peuvent-elles représenter une alternative réelle (en terme de recherches, de transférabilité) à un système éducatif coupé des cultures d'origine, encore héritier du système scolaire colonial et ayant du mal à créer une éducation répondant aux besoins réels des populations ?

Des milliers d'éducateurs de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb sont confrontés quotidiennement à cette situation : formation au rabais, salaires de quasi survie, pas de moyens collectifs (pas d'appareil d'Etat, subventions internationales au compte goutte) pour répondre aux besoins de la communauté éducative. Et pourtant... ils essayent, s'appuient sur les initiatives populaires ou participent à la création de structures associatives culturelles et sociales du quartier ou du village... créent des outils pour une éducation citoyenne propre à leur milieu... visent une amélioration du niveau culturel, sanitaire et social des populations avec lesquelles ils vivent. Bien sûr sans appui, sans moyen... et surtout sans diffusion, ces expériences, ces recherches semblent dérisoires vis-à-vis des enjeux de l'EPT.

Une école - pièce maîtresse - du réseau culturel éducatif local. Une école gérée par l'ensemble des membres de la communauté éducative : élèves, équipe pédagogique, association de parents, représentants des associations et des partenaires institutionnels ; une école éduquant autant de filles que de garçons ; une école n'oubliant pas les cultures communautaires ; enfin une école s'appuyant sur les expériences et les besoins des enfants. Tel est le challenge d'une éducation de qualité pour tous repris par nos ami(e)s africains !

Ne découvrons-nous pas une situation similaire quant aux perspectives des systèmes éducatifs occidentaux dictées par les lois du marché et la déréglementation ? Les pays dits du Tiers monde n'ont-ils pas encore une fois été un terrain d'expérimentations structurelles transférées aujourd'hui aux pays occidentaux ? Quelles leçons pouvons-nous tirer des expériences d'éducation innovante qui répondent aux besoins réels des populations concernées ?